

# Cours - « Médias et opinion publique en France dans les grandes crises politiques depuis l'affaire Dreyfus » [MB 3.0]

**Notes** : Voir Livre TL/TES p. 158-185

## Sommaire

Introduction.....	1
1. Médias de masse et crises politiques jusqu'en 1939.....	2
1.1. La presse, fondement de la démocratie.....	2
1.2. Une liberté d'opinion encore fragile.....	2
1.3. Les médias face aux crises des années 1930.....	3
2. L'État et les débuts de la révolution audiovisuelle : 1940-1967.....	4
2.1. La bataille de l'information de 1940 à 1944.....	4
2.2. Le nouveau paysage médiatique de l'après-guerre.....	4
2.3. Les médias dans la vie politique au début de la Vème République.....	5
3. Libéralisation et multiplication des médias depuis 1968.....	6
3.1. Une lente libéralisation.....	6
3.2. La révolution des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la télécommunication) depuis les années 1990.....	7
3.3. L'opinion publique à l'ère de la démocratie d'opinion.....	7
Conclusion.....	8

## Introduction

L'opinion publique c'est-à-dire « l'ensemble des sentiments et jugements exprimés dans une société par ceux qui en ont la capacité » est devenue peu à peu un acteur majeur de la vie politique française, grâce au suffrage universel (1848 pour les hommes et 1944 pour les femmes) et à la progression sociale des classes moyennes sous le Second Empire (1852-1870). A partir du moment où la III<sup>ème</sup> République s'enracine définitivement (entre 1875 et 1879) dans le paysage politique français, les médias deviennent logiquement le reflet de l'opinion mais ils peuvent aussi l'influencer : l'affaire Dreyfus (1894-1906) le démontre.

Quel est donc le rôle des médias et de l'opinion publique dans les crises politiques en France depuis la fin du 19<sup>e</sup> s. et dans quelle mesure l'État cherche-t-il à peser sur l'opinion ?

Jusqu'en 1939, la République française expérimente les médias de masse. De 1940 à 1967, l'État gère les débuts d'une révolution médiatique symbolisée par la genèse de l'audiovisuel. Enfin, depuis 1968, on assiste à une multiplication et à une libéralisation des médias dont les rapports avec l'autorité de l'État se complexifient.

# 1. Médias de masse et crises politiques jusqu'en 1939

## 1.1. La presse, fondement de la démocratie

- La III<sup>ème</sup> République met fin à la censure<sup>1</sup> par la [loi du 29 juillet 1881](#) sur la liberté de la presse. Celle-ci devient le premier [média de masse](#), capable de toucher et d'influencer un large public, grâce à la généralisation de l'instruction primaire, qui élargit le lectorat, grâce à des prix très bas [**Livre p. 160 doc. 3**], grâce aussi aux progrès techniques dans la fabrication (usage de la presse rotative) et la distribution (chemin de fer). La presse d'opinion permet à toutes les tendances politiques de s'exprimer. La presse d'information qui se veut plus neutre, se développe avec des tirages très importants : par exemple, en novembre 1910, le [« Petit Parisien »](#) atteint 1,4 million d'exemplaires quotidien à Paris ; le journal quotidien d'opinion de droite [« La Croix »](#) atteint 140 000 exemplaires et le quotidien de gauche [« L'Humanité »](#), 72 000 [**Livre p. 160 doc. 2**] !
- La presse permet donc le débat démocratique et l'expression de l'opinion publique, dont l'État doit tenir compte pour gouverner [**Livre p. 161 doc. 4**]. Beaucoup d'hommes politiques sont aussi des journalistes [**Livre p. 158 doc. 1**] ([G. Clemenceau](#) et Jean [Jaurès](#) notamment). Ils jouent un rôle décisif dans les crises politiques, comme le montre [l'affaire Dreyfus \(1894-1906\)](#). C'est la presse [**Livre p. 162 doc. 1**] qui révèle « l'Affaire » et poursuit l'enquête. Surtout, c'est dans la presse que les deux camps s'affrontent [**Livre p. 162 doc. 2**] et mobilisent l'opinion. Ensuite les journaux sont relayés par des Ligues ([Ligue de la Patrie française](#), [Ligue des Droits de l'Homme](#)...), qui possèdent elles-mêmes leurs organes de presse [**Livre p. 163 doc. 5**] et dont les militants s'affrontent parfois dans les rues. L'affaire Dreyfus permet aussi l'émergence des [« intellectuels »](#) comme guides de l'opinion, même si le mot est plutôt péjoratif au début [**Livre p. 163 doc. 6**].

## 1.2. Une liberté d'opinion encore fragile

- La presse d'information est financée par les milieux d'affaires et elle reflète le plus souvent le point de vue des dirigeants. La [corruption](#) est fréquente, comme le révèle en 1892 [le scandale de Panama](#). On apprend alors que la Compagnie du canal de Panama a acheté des journalistes et des députés<sup>2</sup> pour obtenir des mesures favorables à ses intérêts. La vie privée des hommes politiques commence à être dévoilée ce qui a parfois des conséquences graves, comme [l'assassinat de G. Calmette](#), directeur du [« Figaro »](#), par M<sup>me</sup> Caillaux le 16 mars 1914 [**Livre p. 164 doc. 1**].

1 Système de [l'avertissement préalable](#), mis en place dès 1852 ; cependant, la libéralisation de l'Empire à partir de 1866 lui avait déjà porté un coup décisif.

2 Parmi lesquels [Jules Ferry](#) et Georges Clemenceau !

- Pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918), l'État veut contrôler l'opinion et conserver le secret des opérations militaires. Il soumet les médias à une stricte censure. Les journaux sont les vecteurs d'une propagande mensongère, destinée à soutenir le moral des civils de l'arrière, que les soldats appellent le « bourrage de crâne ». En réaction, sont créés des [journaux de tranchées](#) (et surtout « [Le Canard enchaîné](#) » en septembre 1915) dans lesquels l'expression est plus libre [**Livre p. 165 doc. 2**], pourvu qu'elle ne porte pas atteinte au moral des troupes ni au secret militaire.

### 1.3. Les médias face aux crises des années 1930

- La diffusion de la [TSF](#) (transmission sans fil : terme utilisé à ses débuts pour désigner la radiodiffusion et les récepteurs qui permettent de recevoir les émissions) et le triomphe du cinéma entament la domination de la presse écrite. 10 % des Français ont accès à un poste de radio en 1932, 56 % en 1939<sup>3</sup>. La radio est très contrôlée par le pouvoir. Elle constitue un monopole d'État depuis ses débuts en 1921, mais des autorisations d'émettre sont accordées à quelques stations privées. Celles-ci assurent surtout une fonction de divertissement, de même que le cinéma, dont les actualités, projetées avant le film, évitent les sujets polémiques.
- Malgré la réduction du nombre des titres, la presse d'opinion garde une grande influence. Alors que les gouvernements successifs ne parviennent pas à surmonter la crise économique, les journaux s'affrontent avec violence et aggravent les divisions de l'opinion publique. La presse d'extrême droite (en particulier le journal « [L'action française](#) ») discrédite le régime parlementaire et le personnel politique, en ne reculant devant aucune attaque personnelle<sup>4</sup>. Ainsi en novembre 1936, la diffamation (infraction qui consiste à tenir des propos, le plus souvent faux, qui portent atteinte à l'honneur d'une personne) dont il fait l'objet pousse le ministre socialiste [Roger Salengro](#) au suicide. Cette campagne a été menée par le journal d'extrême-droite « [Gringoire](#) » [**Livre p. 165 doc. 3**], violemment hostile au gouvernement du [Front Populaire](#).
- Cette violence de la presse culmine au moment de [l'affaire Stavisky](#) [**Livre p. 166 doc. 1**] et provoque [les émeutes du 6 février 1934](#) : à l'appel de plusieurs journaux de droite ou d'extrême-droite tels que « l'Action française » [**Livre p. 166 doc. 2**], des milliers de manifestants se rassemblent place de la Concorde à Paris pour fustiger la faiblesse et l'incurie du [gouvernement Daladier](#) qui a par ailleurs commis la maladresse de renvoyer le Préfet de Police<sup>5</sup>. L'émeute est violemment

3 En 1939, même dans les plus petits hameaux, il est fréquent de trouver au moins un poste de radio ; c'est le début d'une sociabilité nouvelle : les voisins se réunissent dans un foyer équipé pour écouter les informations.

4 L'Action française est pourtant dirigée et rédigée par quelques unes des plus brillantes plumes de France, [Léon Daudet](#) et [Charles Maurras](#)...

5 Le 3 février 1934, Paris apprend que son Préfet de Police, Jean Chiappe, est muté au Maroc : Édouard Daladier applique une série de mutations-promotions-sanctions pour éloigner les

réprimée et se solde par 15 morts et 1 435 blessés [**Livre p. 167 doc. 5**]. Pour la première fois, les Français sont aussi informés de la crise politique par la radio [**Livre p. 166 doc. 3**]. Le ministère de l'Intérieur, qui la contrôle, demande aux journalistes de discréditer les manifestants [**Livre p. 167 doc. 4a**] en les présentant comme des « voyous ». De son côté, « l'Action française » titre le lendemain : « Après les voleurs, les assassins ! » [**Livre p. 167 doc. 4b**].

## 2. L'État et les débuts de la révolution audiovisuelle : 1940-1967

### 2.1. La bataille de l'information de 1940 à 1944

- De septembre 1939 à juin 1940, le gouvernement renoue avec la censure pratiquée en 1914-1918<sup>6</sup>. Après la défaite, tous les médias sont mis sous la tutelle des Allemands en zone occupée [**Livre p. 169 doc. 4**] et sous celle du gouvernement de Vichy en zone libre [**Livre p. 169 doc. 3**] ; puis, après l'invasion de cette zone libre en novembre 1942, sous l'autorité unique des services de propagande nazis (*Propagandastaffel*). Ceux-ci subventionnent journaux et stations de radio pour prôner la collaboration [**Livre p. 168 doc. 2a**], en particulier [Radio-Paris](#), animée par [Philippe Henriot](#).
- Pour contrer la propagande allemande, la Résistance publie des journaux clandestins [**Livre p. 169 doc. 5**]. Certains sont informés et financés à partir de 1942 par la « [France libre](#) » du général de Gaulle [**Livre p. 168 doc. 2b**]. La radio joue aussi un grand rôle : au printemps 1943, plus de 70 % de Français ayant un récepteur écoutent les émissions en français de la BBC (*British Broadcasting Corporation* : office public de la radiodiffusion britannique). Quelques intellectuels ont la lucidité et le courage de remettre en cause le concept même de médias de masse [**Livre p. 168 doc. 1**], tel le grand historien [Marc Bloch](#) (fusillé par [la Milice](#) en juin 1944).

### 2.2. Le nouveau paysage médiatique de l'après-guerre

- Les [ordonnances de l'été 1944](#) rétablissent la liberté de la presse et cherchent à garantir son indépendance : l'État la subventionne et crée l'Agence France-Presse<sup>7</sup> ([AFP](#)) mais il affirme son monopole absolu sur la radio : les stations privées n'ont plus l'autorisation d'émettre. Les

---

hommes éclaboussés par l'affaire Stavisky. Or le Préfet de Police est haï de la gauche, dont il entrave sans violence les manifestations depuis 7 ans, mais très aimé de la droite et de l'extrême-droite, pour lesquelles il manifeste une grande indulgence.

6 Confiée en partie à l'écrivain [Henri de Montherlant](#), elle doit notamment faire face aux [traîtres \(surtout Paul Ferdonnet\) de Radio-Stuttgart](#), qui émettent en français depuis le *Reich* pour casser le moral des civils en France

7 En fait elle existait depuis 1835 mais l'ordonnance de 1944 la recréa pour fournir une information impartiale et égale à tous les médias sous forme de dépêches venues du monde entier.

« postes périphériques » sont le seul moyen de contourner le monopole de la radio d'État : ce sont des chaînes émettant de l'extérieur des frontières françaises afin de contourner le monopole d'État, comme Radio Luxembourg ([RTL](#) à partir de 1966) ou [Europe n° 1](#), créée en 1955 dans [la Sarre](#) (en République fédérale allemande). Pour pouvoir contrôler Europe n° 1, l'État en devient actionnaire à 36 % en 1959. Par ailleurs, des dirigeants de la IV<sup>ème</sup> République comme [Pierre Mendès-France](#) utilisent la radio pour communiquer avec les Français [**Livre p. 165 doc. 5**].

- En 1944, malgré le piètre état du réseau, la radio est la première source d'information. La télévision n'a encore qu'un public très réduit. Les programmes y deviennent réguliers en 1947, à raison de 12 heures par semaine sur une chaîne unique. Le premier journal télévisé est présenté le 29 juin 1949. Toutefois, le taux d'équipement des ménages français en téléviseurs [**Livre p. 165 doc. 4**] croît très rapidement dans le contexte favorable des « Trente Glorieuses » : de 1 % en 1954 à 84,2 % en 1975 !
- Malgré le prestige des journaux issus de la Résistance, comme « [Combat](#) » ou « [Libération](#) », la presse écrite perd une partie de son lectorat. Au lendemain de la guerre, les journaux sont réduits à deux pages par la pénurie de papier. Ils doivent aussi faire face à la concurrence des médias audiovisuels, plus efficaces sur le terrain de l'information immédiate [**Livre p. 178 doc. 1**]. Puis, de nouveaux hebdomadaires engagés comme « [L'Express](#) » (1953)<sup>8</sup> et « [France Observateur](#) » (1954) modernisent la presse d'opinion.

### 2.3. Les médias dans la vie politique au début de la V<sup>ème</sup> République

- Pendant les guerres [d'Indochine](#) et d'Algérie (1954-1962), la presse reprend un rôle de contestation politique majeur. Les médias audiovisuels, eux, ne font que relayer la position du gouvernement. La censure est rétablie en [Algérie](#), tandis que les saisies administratives de journaux de gauche se multiplient en métropole : sur ordre du préfet, elles permettent en effet d'empêcher la vente d'un journal en cas de menace à l'ordre ou à la sécurité publique. De Gaulle, dès son retour au pouvoir en 1958, multiplie les conférences de presse télévisées. Il fait de l'audiovisuel un instrument de son pouvoir [**Livre p. 173 doc. 2**], notamment lors des crises politiques comme [le putsch des généraux](#) à Alger en avril 1961. A cette occasion, le général de Gaulle démontre un véritable génie du discours télévisuel, usant de formules percutantes et audibles<sup>9</sup> par le plus grand nombre en dépit d'une mise en scène et d'une [rhétorique](#) austères et d'un langage châtié !

8 Grâce à son directeur [Jean-Jacques Servan-Schreiber](#), *L'Express* attire dans ses colonnes des plumes illustres telles que : [Albert Camus](#), [Jean-Paul Sartre](#), [André Malraux](#), [Françoise Sagan](#) et [François Mauriac](#).

9 En particulier la formule « un quarteron de généraux en retraite ». Le chef de l'État avait d'ailleurs remis son uniforme de 1940 et la télévision a émis sans interruption pendant 19 heures, jusqu'à confirmation de l'échec définitif du *putsch*...

- Les sondages d'opinion, enquêtes statistiques menées auprès d'un échantillon de la population, visant à déterminer les opinions ou préférences de celle-ci, se développent à partir de 1960 alors que leur apparition date de 1938<sup>10</sup>. En 1963, 82 % des Français pensent ainsi que le journal télévisé est trop orienté par le gouvernement. L'[ORTF](#) (L'Office de Radiodiffusion-Télévision Française) est créée en 1964 pour donner officiellement plus d'autonomie à l'audiovisuel que son prédécesseur appelé RTF (Radiodiffusion-Télévision Française) datant de 1949. Mais le contrôle de l'État sur la radio et la télévision, plus discret, reste bien réel.
- En 1965, les Français élisent pour la première fois depuis 1848 leur président au suffrage universel direct. La télévision s'ouvre à l'opposition et influe sur le choix politique des électeurs. [François Mitterrand](#) et Jean [Lecanuet](#)<sup>11</sup> [**Livre p. 178 doc. 2a**] se font connaître grâce à elle. Ils mettent de Gaulle, qui n'a pas voulu utiliser l'intégralité de son temps d'antenne, en ballottage [**Livre p. 178 doc. 2b**], c'est à dire dans l'obligation de disputer un second tour où le général l'emporte largement cette fois.

### 3. Libéralisation et multiplication des médias depuis 1968

#### 3.1. Une lente libéralisation

- Le contrôle strict de l'audiovisuel par de Gaulle apparaît comme un signe de l'usure de son pouvoir. [La contestation étudiante de mai 1968](#) prend pour cible les médias [**Livre p. 175 doc. 4**], et surtout l'ORTF. Même le personnel de celle-ci dénonce la censure qu'il subit pour couvrir les événements. De Gaulle parvient pourtant à rétablir la situation dans un [discours diffusé](#) le 30 mai 1968 à la radio [**Livre p. 175 doc. 6**], média qui a fait sa gloire<sup>12</sup>. En juin, l'État reprend en main l'information et près de 200 journalistes de l'ORTF sont licenciés pour avoir, selon les autorités, soutenu trop ouvertement [**Livre p. 174 doc. 2**] les événements de mai 1968.
- En 1974, l'ORTF éclate en sept sociétés autonomes (dont [Télévision Française 1](#), [Antenne 2](#), [France-Région 3](#) et [Radio France](#)). Ce pluralisme reste relatif, car la pression du pouvoir est toujours forte. À la fin des années 1970, les [radios-pirates](#) de toutes tendances se multiplient. L'état s'efforce d'en brouiller les ondes.
- En 1981, les socialistes revenus au pouvoir pour la première fois depuis 1958, autorisent les radios privées et la [loi du 29 juillet 1982](#) met fin à 40 ans de monopole d'État sur l'audiovisuel. [Canal+](#), première chaîne de

10 Ce tout premier sondage en 1938 demandait aux Français de désigner le dirigeant qu'ils souhaitaient voir à la tête de l'État : la réponse fut, très largement, Philippe Pétain en premier (sic) suivi [de Pierre Laval](#) !

11 Ce dernier fait une campagne efficace, inspirée par celle de John F. Kennedy aux États-Unis

12 Retrouvant en partie sa force rhétorique, il annonce notamment : « Je ne me retirerai pas » !

télévision privée, apparaît en 1984, suivie par [la Cinq](#)<sup>13</sup> et [TV 6](#). En 1987, TF 1 est privatisée.

### 3.2. La révolution des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la télécommunication) depuis les années 1990

- Le développement des satellites augmente l'offre des programmes télévisuels, qui se mondialise. [Internet](#) s'ouvre au public français en 1994. En 2000, tous les médias traditionnels ont créé leur site. Mais le *Web* permet aussi de nouvelles formes d'expression de l'opinion [**Livre p. 173 doc. 5**], plus libres et plus interactives, grâce aux forums, aux [blogs](#) et aux sites d'hébergement de vidéos comme [YouTube](#).
- La presse écrite quotidienne subit la baisse d'un lectorat vieillissant [**Livre p. 172 doc. 1**], combinée à une hausse des coûts de fabrication. La presse régionale résiste mieux mais sans commune mesure avec les chiffres de 1910 (voir plus haut) : en 2010, le quotidien « [Ouest-France](#) » tirait encore à 786 000 exemplaires mais « *L'Humanité* » était tombé à 52 000, par exemple. La télévision devient le principal média d'information.
- Le *Web*, et [Twitter](#) à partir de 2006, deviennent pour les médias traditionnels une source d'informations et d'images amateurs. Le développement des blogs, parfois difficiles à différencier des articles de professionnels, brouille aussi les frontières entre le lecteur et le journaliste. Lors de la « crise » du 21 avril 2002 par exemple [**Livre p. 173 doc. 4**], de nombreux internautes utilisent le *Web* pour manifester leur engagement politique et mobiliser l'opinion publique, ce qui n'exclut pas certaines dérives antidémocratiques, lorsque des journaux, censés être neutres en termes d'information publique, ou des manifestants [ignorants et manipulés](#) [**Livre p. 185**] n'hésitent pas à prendre clairement parti contre telle ou telle personne en déformant ses propos et ses intentions. Un « journalisme citoyen » apparaît par l'utilisation des NTIC par les particuliers du monde entier comme outils d'expression, de documentation et d'information.

### 3.3. L'opinion publique à l'ère de la démocratie d'opinion

- L'utilisation des sondages se développe. Ils permettent une mesure de l'opinion publique qui transforme les règles du jeu politique. L'action des gouvernements semble à présent davantage guidée par les sondages que par les médias. Ce règne des sondages, qu'on appelle la démocratie d'opinion fait cependant l'objet de critiques sévères parce que il s'agit d'un système politique où les décisions sont fondées sur l'avis majoritaire déterminé par les sondages et ceux-ci sont souvent marqués par l'incertitude [**Livre p. 185 doc. 1**] ! En cela, la démocratie d'opinion [**Livre p. 159 doc. 2**] s'oppose à la démocratie représentative où la volonté des

---

<sup>13</sup>Chaîne privée gratuite contrairement à Canal +, elle fait faillite et arrête définitivement toute diffusion le 12 avril 1992.

citoyens s'exprime par la médiation de représentants élus. Plus généralement, depuis le grand débat [[Livre p. 173 doc. 3](#)] d'avril 1974 entre [Valéry Giscard d'Estaing](#) et François Mitterrand à la veille du second tour de l'élection présidentielle, la télévision et l'image sont au cœur de la vie publique.

- Comme la presse écrite, les médias audiovisuels, détenus par de grands groupes financiers, restent dépendants du système économique. La course à l'audience, que cette concurrence exacerbée provoque, et les collusions entre le monde médiatique et le monde politique sont dénoncées. La distinction entre communication politique et journalisme est parfois difficile. Ce dernier fait l'objet d'une méfiance régulière de la part de la population, malgré l'existence du [CSA](#), le Conseil supérieur de l'audiovisuel créé en 1989. Il est l'autorité administrative indépendante qui garantit l'exercice de la liberté de communication audiovisuelle.

## Conclusion

Si les médias de masse ont depuis longtemps constitué pour l'opinion publique une irremplaçable source d'information, ils n'ont pas levé l'ambiguïté de leurs rapports avec le pouvoir. De plus, ils ont évolué technologiquement au profit de l'image instantanée ce qui n'est guère favorable à la connaissance objective des faits par le grand public. En 2011, les sources d'information des Français âgés de plus de 18 ans étaient la télévision (82 %), la radio (44 %), la presse écrite (38 % seulement) et Internet (27 %)<sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup> Source : « baromètre de confiance dans les médias », [TNS-Sofres](#) in journal *La Croix*, janvier 2011.